

À LA RENTRÉE, STOPPE TON PREFET !

APPEL À LA GRÈVE ET LA MOBILISATION DU SECTEUR SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL

Le collectif **Social en lutte 31** appelle à rejoindre la grève régionale de la branche **santé/social** du 15/09, la marche "Non au permis de tuer" du 20/09 et la journée de grève et de manifestations de la fonction publique hospitalière et du médico-social du 29/09.

Notre secteur est frappé de plein fouet par des politiques austéritaires, racistes, anti-pauvres : coupes budgétaires, privatisation, appels à projets, suppressions de postes. Ces attaques détériorent gravement l'accompagnement des personnes que nous soutenons, détruisent nos métiers, dégradent nos conditions de travail. **La qualité de l'accueil dépend directement des moyens qu'on a (pas) et des politiques managériales de plus en plus brutales dans nos secteurs.**

À Toulouse, la situation est dramatique : cet été a été meurtrier, tout comme l'a été l'hiver dernier. **La Préfecture ne cesse de mettre de plus en plus de gens à la rue des familles, des personnes isolées et des mineur·es non accompagné·es.** Seules 7 % des demandes au 115 obtiennent une place, alors que 45 000 logements restent vacants dans la métropole. 6500 places d'hébergement pour demandeur·euses d'asile ont été supprimées et, depuis plus d'un an, la préfecture n'a mis aucun dispositif d'urgence en place. Depuis, deux HUDA ont fermé.

A Toulouse **le PAIO** (Pôle d'Accueil, d'Information et d'Orientation) a été attaqué, et malgré des tentatives de résistances, le dispositif **est maintenant officiellement démantelé et vidé de ses missions. L'inconditionnalité de la mise à l'abri des femmes victimes de violences n'existe plus. Les mineur·es isolé·es subissent un tri raciste**, opaque et sont traqués et chassés sans relâche.

Ces violences institutionnelles subies localement, découlent de politiques nationales et européennes toujours plus répressives, sécuritaires, austéritaires, racistes. Le Pacte Migration voté en juin 2026 en est la preuve infernale.

Les choix sont tristement clairs : depuis le début de l'ère Macron, l'État choisit d'investir **7 milliards dans la militarisation tout en supprimant 45 000 lits d'hôpitaux .**

À l'automne 2026, l'examen des budgets 2027 de l'État et de la Sécurité sociale (PLFSS) commence au Parlement : mobilisons-nous contre les nouvelles dégradations programmées !

Nous refusons d'être les rouages d'un système qui organise la précarité, les violences sociales et le racisme. **Nous appelons à une riposte de tous les secteurs par des mobilisations, la grève, des actions directes**, etc. Dans nos **lieux de travail, dans la rue, partout où ces politiques s'appliquent, auto-organisons-nous** pour défendre les droits des usager.e.s, nos métiers, nos conditions de travail !

Social en lutte 31





REVENDEICATIONS

Exigeons l'inconditionnalité de l'accueil, la régularisation de toutes les personnes sans-papiers, l'égalité d'accès aux droits, aux soins et à l'accompagnement, aux logements pour tous.tes, l'inscription de la santé communautaire dans le droit commun et l'augmentation des salaires.

AGENDA

MARDI 15 SEPTEMBRE

Appel syndical à la grève et la mobilisation pour la hausse des salaires et des moyens dans les secteurs de la santé et du social

14h : Manifestation
RDV DEVANT L'HOTEL DIEU, (PONT NEUF CÔTÉ SAINT-CYPRIEN)

JEUDI 17 SEPTEMBRE

ET TOUS LES 3E JEUDI DU MOIS

Assemblée Générale de Social en Lutte 31
18h30 au Chat Noir
270 AVENUE DE MURET

DIMANCHE 20 SEPTEMBRE

Marche contre la loi «Permis de tuer»
+ D'INFOS À VENIR

MARDI 29 SEPTEMBRE

Appel intersyndical à la grève et la mobilisation pour l'augmentation des salaires et la défense des services publics

14h : Manifestation
PLACE SAIN-CYPRIEN

DU VENDREDI 3 AU DIMANCHE 4 OCTOBRE

14èmes Rencontres nationales du travail social en lutte

+ D'INFOS À VENIR SUR LES RÉSEAUX "COMMISSION DE MOBILISATION DU TRAVAIL SOCIAL ILE-DE-FRANCE"

Social en lutte 31 est un collectif ouvert aux travailleur·ses et aux usager·es du secteur social, médico-social et de la santé qui se réunit en AG tous les 3e jeudis du mois pour organiser, soutenir des luttes contre les politiques anti-sociales et autoritaires qui attaquent nos secteurs.